

Rencontre le jeudi 26 novembre à 18h30 :

Qu'est-ce que la guerre aujourd'hui ? Et de la nécessité de penser une politique de paix.

1°) Nous avançons le point suivant : la guerre est entrée dans la pratique quotidienne de nombreux Etats, car elle est devenue, pour ces états, pour les gouvernements de ces états, la politique elle-même. La pensée qu'ils ont de ce que doit être la politique aujourd'hui se concentre dans la guerre. C'est là une situation nouvelle, certainement ouverte au niveau mondial par l'administration Bush. Cela a pour conséquence immédiate, et vérifiable, de faire vivre des populations entières en état de tensions et de guerre permanente (*états et pays détruits, bombardements, drones, bases militaires consolidées un peu partout...*).

Que la guerre soit devenue le seul possible politique pour les Etats a pour conséquence qu'elle est entrée aussi dans le quotidien des gens, et ce faisant, elle est devenue un possible envisageable : elle est devenue subjectivement possible, donc faisable.

2°) Cette situation demande de s'interroger sur la notion de guerre elle-même aujourd'hui. Les guerres contre l'ex Yougoslavie et ensuite l'Irak ont ouvert une nouvelle approche, où les guerres ne sont plus déclarées, ne se font plus d'Etat à Etat. Elles n'ont plus pour but d'aboutir à une nouvelle paix, comme c'était le cas jusqu'alors, mais sont des guerres sans fin, menées au nom d'une « morale » (pour rendre la justice, répandre la démocratie, punir le mal au nom du bien, supprimer un dictateur...) et instaurent le chaos de façon durable.

3°) Quand nous parlons de politique de guerre, il faut l'entendre comme se déployant à la fois à l'extérieur des frontières, par rapport aux autres états (plus faibles) et aux peuples, **mais aussi contre les populations à l'intérieur, ou du moins à l'encontre de pans importants de ces populations**. Ce point est plus difficilement pensé et partagé.

4°) La politique gouvernementale est en France, depuis avant la fin de l'ère Chirac, axée sur un rapport tendu à la population : **tout se pense et se règle dans la tension, dans l'exacerbation des contradictions**.

Dans la logique de l'état de classe du 20^e siècle, de l'ouvrier au bourgeois, chacun était reconnu, assigné à une place où il devait rester. Aujourd'hui, de plus en plus de gens n'ont plus de place reconnue et sont désignés comme inutiles, en trop, criminalisés, hors pays. Gouvernement après gouvernement, les politiques ont construit la figure de l'ennemi intérieur, et a nommé ceux qui en feraient partie et les catégories idéologiques pour le penser (*le discours de Sarkozy à Grenoble étant le point d'orgue de ce processus*) :

- Par exemple, les jeunes des milieux populaires, constitués en une catégorie dangereuse les «*jeunes de banlieue*» ; mais aussi les ouvriers qui n'ont pas la nationalité française, «*clandestins*» en puissance, précarisés par des lois très dures pour le renouvellement de leur titre de séjour (pour beaucoup tous les ans) ; les chômeurs présentés comme fraudeurs et profiteurs à qui sont imposés de plus en plus des stages dits de «*reconversion*» qui ne correspondent à rien ou à des missions précaires etc...
- Le choix après les meurtres de Janvier de tout expliquer par le doublet terrorisme/laïcité. On en voit l'impasse et les tensions ouvertes à l'encontre des musulmans ; dans la foulée, le doublet terrorisme/jihadisme a permis l'instauration des lois liberticides dites sécuritaires sous le prétexte que l'on serait en guerre.

Cette pensée en termes guerriers des situations se manifeste ouvertement dans la politique de rejet et de violence à l'encontre des réfugiés, abandonnés en mer et rejetés sur terre, ce qui s'apparente à des meurtres de civils.

Cette situation de guerre menée par l'Etat, structurée par les thèmes du sécuritaire et de l'immigration relayés par les partis, a aussi pour conséquence de donner corps à l'extrême-droite. C'est le choix d'aviver systématiquement les tensions qui permet à l'extrême-droite d'exister et non l'inverse.

Est-ce que tout cela peut se nommer politique de guerre en direction de la population ?

5°) Si les points avancés sont avérés, il faut s'interroger sur la nécessité et la possibilité d'une politique de paix, non pas un pacifisme sans principes, mais l'élaboration, en positif, de points précis.

Est en jeu la capacité des gens eux-mêmes à penser et à s'organiser sur ce qui, en France aujourd'hui, là où nous pouvons agir, fait avancer le respect et le compte des gens. Une première décision étant d'affirmer, en situation, que la vie de chacun compte.

Nous proposons d'en débattre lors de la **Rencontre du Jeudi 26 Novembre 2015, à 18h30.**

Rue du Lieutenant Colonel Pelissier, Métro Capitole, Toulouse
Espace DURANTI, salle au 3° étage

Dans le cadre des "*Rencontres pour penser l'Aujourd'hui*", proposées par "*CEUX QUI VEULENT LE PAYS POUR TOUS*".

Toulouse, le 07/11/2015

Site : www.ouvriersgensdici.net
Mail : ouvriersgensdici@free.fr
Tél : 06-13-06-94-62